



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-35386>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-35386**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 23PI24 - Accord cadre à bons de commande de révision du Site Patrimonial Remarquable du territoire métropolitain de Hyères.

**Description** : La présente consultation concerne la révision du Site Patrimonial Remarquable du territoire métropolitain de Hyères. L'objet de l'accord-cadre est de doter l'AVAP valant SPR de la ville de Hyères d'un PVAP, en application des articles L.631-3 et suivants du Code du Patrimoine. Pour cela la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite être accompagnée d'un bureau d'études pour la réalisation d'une prestation intellectuelle dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et du patrimoine, capable de rédiger et cartographier les documents constitutifs du PVAP d'un SPR, à savoir (article L.631-4 du code du Patrimoine) : - Un rapport de présentation des objectifs du plan, fondé sur un diagnostic comprenant un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers sur le périmètre couvert par le plan, - Un règlement (écrit et graphique).

**Identifiant de la procédure** : 4db58373-ac63-4d6d-90be-d44dc230821d

**Identifiant interne** : 23PI24

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71400000 Services d'urbanisme et d'architecture paysagère

### 2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 160,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer au dossier d'appel d'offres

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre** : Accord cadre à bons de commande de révision du Site Patrimonial Remarquable du territoire métropolitain de Hyères

**Description** : L'objet de l'accord-cadre est de doter l'AVAP valant SPR de la ville de Hyères d'un PVAP, en application des articles L.631-3 et suivants du Code du Patrimoine. Pour cela la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite être accompagnée d'un bureau d'études pour la réalisation d'une prestation intellectuelle dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et du patrimoine, capable de rédiger et cartographier les documents constitutifs du PVAP d'un SPR, à savoir (article L.631-4 du code du Patrimoine) : - Un rapport de présentation des objectifs du plan, fondé sur un diagnostic comprenant un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers sur le périmètre couvert par le plan, - Un règlement (écrit et graphique). Les prestations sont réparties en 4 phases définies comme suit : Phase(s) Désignation Phase 0 Concertation Phase 1 Réalisation d'un bilan et d'un diagnostic Phase 2 Elaboration du projet de PVAP Phase 3 Suivi de la procédure administrative

**Identifiant interne** : 23PI24

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale (cpv)** : 71400000 Services d'urbanisme et d'architecture paysagère

**Options** :

**Description des options** : Une clause de réexamen est définie à l'article 1.7 du RC et 3 du CCAP.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Territoire métropolitain de Hyères.

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans ferme, à compter de la date de sa notification. S'agissant de la décomposition du prix global et forfaitaire, chaque phase de la décomposition du prix global et forfaitaire fait l'objet d'un ordre de service de démarrage des prestations. La phase 0 et les phases 1 et 2 de la décomposition du prix global et forfaitaire doivent être réalisées concomitamment. S'agissant de la phase 3, elle sera réalisée successivement. S'agissant des prestations du bordereau des prix unitaires et forfaitaires, les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Le montant minimum sera le montant de la DPGF valorisé par mise au point avec l'attributaire et le montant maximum de l'accord cadre est de 160 000 euros HT sur 3 ans. Le montant total des prestations pour la durée de l'accord cadre est estimé à 110 900 euros HT.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise.

**Description :** Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la(les) société(s) cotraitante(s) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise.

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise.

**Description** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre. Liste de référence des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une simple déclaration du candidat. Certificats de qualifications et / ou de qualité demandée aux candidats : Dans ce cas, l'acheteur public accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres : Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (NOR : ECOM1830221A) Qualification ou équivalent: Architecte du patrimoine conformément aux articles L631-1 et suivants du Code du patrimoine (loi n°2016-925 du 7 juillet 2016): L'article L631-4 du Code du patrimoine, indique la composition du PVAP : Le PVAP se compose d'un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers, le règlement de PVAP doit comprendre des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions neuves ou existantes, des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains ainsi que la délimitation des immeubles, espaces publics, monuments, sites, cours et jardins, l'identification des plantations et mobiliers urbains à protéger et à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et les prescriptions permettant d'assurer leur conservation ou leur restauration. Référence au CCTP : Article 5.2. Chacun des certificats de qualifications et/ou de qualité précités pourra faire l'objet d'équivalence s'il en existe. Pour justifier de la qualification ou de son équivalence, les candidats renseigneront et remettront la fiche de niveau spécifique minimale jointe au DCE. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 11/04/2012 n°355-564, les références des prestations ne sont pas suffisantes pour attester de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat, étant précisé qu'ils ne constituent pas des justificatifs de capacité émanant de tiers indépendants.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : 1-Valeur technique

**Description** : La méthode de notation et les sous-critères sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type** : Prix

**Nom** : 2- Prix des prestations

**Description** : La méthode de notation est définie à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 30

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 29/04/2024 à 16:00

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date/heure** : 30/04/2024 à 09:00

**Informations complémentaires** : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord cadre. La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Les conditions de versement de l'avance sont définies à l'article 10.1 du CCAP. Les modalités essentielles de financement et de paiement sont définies à l'article 4.2 du RC.

**Conditions du marché** :

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée**

**Le paiement en ligne sera utilisé**

**Informations relatives aux délais de recours** : - un recours en référé précontractuel avant la signature du contrat, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative, - un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution de l'accord cadre. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** :

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de TOULON

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de TOULON

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Numéro d'enregistrement** : 24830054300217

**Adresse postale** : 107 BD HENRI FABRE, CS30536

**Ville** : TOULON

**Code postal** : 83041

**Pays** : France

**Point de contact** : marchespublics@metropoletpm.fr

**Adresse électronique** : marchespublics@metropoletpm.fr

**Téléphone** : +33 494938300

**Adresse internet** : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

**Profil de l'acheteur** : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de TOULON

**Numéro d'enregistrement** : TA TOULON

**Adresse postale** : 5 rue Racine, BP 40510, CEDEX 9

**Ville** : TOULON

**Code postal** : 83041

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Point de contact** : greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Adresse électronique** : greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Téléphone** : +33 494427989

**Adresse internet** : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de TOULON

**Numéro d'enregistrement** : TA TOULON

**Adresse postale** : 5 rue Racine, BP 40510, CEDEX 9

**Ville** : TOULON

**Code postal** : 83041

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Point de contact** : greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Adresse électronique** : greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Téléphone** : +33 494427989

**Adresse internet** : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends

**Numéro d'enregistrement** : CCRA de MARSEILLE

**Adresse postale** : Place Félix BARET, CS 80001 <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Ville** : MARSEILLE

**Code postal** : 13282

**Subdivision pays (NUTS)** : Bouches-du-Rhône ( FRL04 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : catherine.pietri@paca.gouv.fr

**Téléphone** : +33 484354554

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 48b4bfeb-fec7-4304-be2c-a994984699ad - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 25/03/2024 à 15:20

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

## 11.2 Informations relatives à la publication

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25/03/2024